

calculer les produits qu'on envoie en dehors du pays et ceux qu'on importe, nos exportations sont plus élevées que nos importations, parce que nous devons payer l'impôt de l'argent aux capitalistes étrangers qui viennent développer nos richesses naturelles, parce que nous n'avons jamais eu un gouvernement qui ait su le faire.

Pour ces raisons, chaque année, nous envoyons un milliard deux cents millions, je crois, du moins il y a deux ans, à l'étranger sous forme de dividendes, de profits et d'intérêts.

Que dit le ministre à ce sujet-là? Dans son exposé budgétaire, il dit:

Nous ne voulons pas réduire la demande d'exportations—il nous faut les recettes d'exportation pour payer nos importations et faire face à nos très lourdes obligations pour ce qui a trait aux intérêts et dividendes payables à l'étranger.

Ce sont là les lourdes obligations: les intérêts et dividendes payables à l'étranger.

Monsieur le président, j'aimerais poser au ministre des Finances une question: Si les États-Unis ont eu assez d'argent pour développer leur propre pays, leurs richesses naturelles, leurs industries et leur commerce, et s'ils en ont eu assez, en plus, pour aller développer les richesses naturelles et les industries en Amérique du Sud, en Afrique, en Europe, en Asie et au Canada, le ministre peut-il nous dire pourquoi nous, les Canadiens, ne serions pas capables de trouver les crédits nécessaires pour développer nous-mêmes, comme les Américains l'ont fait, nos richesses naturelles, nos industries et notre commerce?

• (3.00 p.m.)

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au député? Veut-il insinuer qu'il a converti le peuple américain par son éloquence et que celui-ci adopte les mesures qu'il a préconisées?

[Français]

M. Grégoire: Monsieur le président, ils n'ont pas été convertis par mon éloquence. Ils l'ont été avant, et avant l'avènement de l'actuel ministre des Finances. Puisque les États-Unis, depuis une centaine d'années, ont réussi à même leurs propres capitaux et leur propre crédit, à développer leur pays, on n'a pas été capables de le faire, on a emprunté leurs capitaux et leur crédit, pourquoi? Le ministre n'est pas capable de répondre à cela. Sommes-nous plus fous ou leur ministre des Finances est-il plus intelligent? Les Américains peuvent le faire, non seulement pour eux, mais pour l'Amérique du Sud, pour l'Afrique, pour le Canada, pour les pays d'Europe. Comment se fait-il qu'ils aient des

capitaux à investir partout dans le monde? Pourquoi?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, puis-je demander à nouveau au député s'il veut insinuer que les États-Unis devraient se conformer au programme du Crédit social dans son administration?

[Français]

M. Grégoire: Je ne suggère pas cela du tout, monsieur le président. Je suis loin de suggérer cela, mais je prétends, par exemple, que les Américains pratiquent au moins une partie de la philosophie du Crédit social en ce sens qu'ils sont capables de trouver les capitaux et les crédits nécessaires pour développer leurs richesses, leurs industries et les nôtres en plus, tandis que nous, nous ne sommes pas capables de développer les nôtres. 78 p. 100 de nos richesses naturelles et de nos industries ont été développées grâce aux capitaux américains. Où les ont-ils pris? Ne pourrait-on pas en avoir pour développer nos richesses; pas les leurs, ni celles de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud, mais les nôtres? Le ministre des Finances devrait se demander comment il se fait que d'autres pays l'ont fait et que nous, nous n'avons été capables de le faire que pour 22 p. 100, et les Américains pour 78 p. 100. Comment se fait-il que les États-Unis ont pu le faire par eux-mêmes? Le ministre ne s'est jamais posé cette question-là? Il ne s'est jamais demandé pourquoi nous n'avons pu le faire nous-mêmes.

Aujourd'hui, le ministre des Finances est complètement à la merci des États-Unis, des pays étrangers, parce que ce sont eux qui «contrôlent» nos richesses naturelles et nos industries dans une proportion de 78 p. 100.

Monsieur le président, c'est parce que, justement, nous n'avons pas su développer notre propre source de capitaux pour investir dans nos richesses naturelles, qu'aujourd'hui nous devons faire face à nos très lourdes obligations qui ont trait à l'intérêt et aux dividendes payables à l'étranger. Il s'agit d'intérêt sur les capitaux investis, ici, par les Américains et de dividendes. Nous avons à faire face à nos très lourdes obligations. L'expression n'est pas de moi, c'est le ministre des Finances qui l'a employée.

Nous avons nos obligations à l'égard des États-Unis, alors qu'ils n'en ont pas pour le Canada. Je crois que le ministre des Finances devrait en faire un sujet d'étude spéciale afin de considérer l'opportunité, pour le Canada, de développer ses propres sources de capitaux et de crédits. Il peut utiliser la Banque du Canada pour cela, de telle sorte qu'à l'avenir, nous n'ayons plus besoin des Américains, des Anglais ou des Européens pour développer notre pays.